

Mars 2006

À PROPOS DE L'ARNAQUE DES PÉTROLIÈRES : CE QUE D'AUTRES PAYS FONT ET ONT FAIT

PARTIE 1

Je le répète pour être bien entendu, surtout et encore plus par mes nombreux détracteurs : le Canada est un pays qui produit énormément de pétrole et de gaz naturel. En plus d'être largement autosuffisant, il est le principal exportateur, et de beaucoup, de pétrole, de gaz naturel et d'électricité aux États-Unis. À titre d'exemple, le Canada exporte aux States 80% de sa production quotidienne de pétrole brut de 2,5 millions de barils. Le Canada possède la deuxième réserve de pétrole prouvée au monde, après l'Arabie Saoudite. Le pétrole et le gaz naturel sont de fait une ressource collective qui devrait appartenir en droit aux Canadiens et non à des intérêts privés étrangers mercantilistes. Pour tout pays, le pétrole et le gaz constituent une ressource stratégique vitale qui entre dans la production d'un nombre incalculable de biens et de services et qui pèse lourde dans sa compétitivité. Le Canada est aussi le seul pays producteur-exportateur à avoir non seulement privatisé totalement cette ressource indispensable, mais à l'avoir cédée massivement à des intérêts étrangers. De plus, contrairement au Mexique qui n'a pas privatisé son importante société d'État pétrolière Pemex et qui a exclu son pétrole et son gaz naturel des traités de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (ALENA), le Canada lui, en bon colonisé qu'il est des States, a privatisé en 1990 Petro-Canada et a bien évidemment inclus son énergie dans le traité de l'Aléna, lui faisant perdre toute son autonomie sur cette importante ressource aux mains des États-Unis. Y'a pas plus colonisé que le Canada et le Québec. Dire que l'ex-premier ministre libéral du Canada Paul Martin s'en prenait aux bloquistes, sous prétexte qu'il tenait à «son pays», pendant que les péquistes et les bloquistes tiennent à un Québec souverain.

Voyons donc, le Québec et le Canada ne sont plus souverains depuis longtemps, étant devenus des succursales des États-Unis. Par exemple, notre pétrole et notre gaz naturel appartiennent aux Américains; avec l'Aléna, on a perdu le contrôle sur notre bois d'œuvre et on devra bientôt leur céder notre eau et notre système de santé publique; l'ex société d'État Canadien National n'a plus de canadien que le nom, appartenant à 60% à ces derniers, de même que les autres ex-sociétés publiques privatisées comme Téléglobe, Les Arsenaux Canadiens et Air Canada. L'industrie pharmaceutique, le secteur de l'environnement avec Waste Management, le commerce au détail, l'hôtellerie, etc., sont majoritairement sous contrôle juridique ou effectif américain. Et puis, le géant américain de la livraison UPS vient d'intenter une poursuite en justice contre Postes Canada afin d'amener son démantèlement. Ni les péquistes, les bloquistes, les libéraux, les conservateurs et les adéquistes ne bougent face à cette perte de souveraineté du pays et du Québec, occupés qu'ils sont à faire leurs sparages démagogiques opportunistes et à tromper la population sur leur véritable nature et sur leurs intentions réelles. Je vous le dis, à quoi sert aux Québécois de se séparer du Canada pour devenir un protectorat américain, comme l'est Porto-Rico, et à s'enliser encore plus dans les entrailles de l'empire américain? Le Québec et le Canada sont les seuls pays occidentaux où les politiciens et les affairistes applaudissent à la vente de nos ressources et de nos plus grandes entreprises à des multinationales étrangères. Le Canada est le pays développé qui contrôle le moins son économie.

Pendant ce temps en Bolivie

En 1996, le gouvernement néolibéral de ce pays a privatisé, sous la pression des States et des organismes supranationaux qui lui sont inféodés comme la Banque Mondiale et l'Organisation du Commerce (OMC), son industrie pétrolière et gazière qui appartenait, jusqu'à aujourd'hui, à plus de 80% à des multinationales étrangères. S'apercevant très vite de l'arnaque, la population appauvrie par cette privatisation, qui s'est faite comme ici sans aucun débat public et en avançant des mensonges gros comme le bras, a eu la tête au mois de mars 2005 de son président de

droite, sorte de petit pantin des États-Unis, comme le laisse voir le titre de cet article du *Devoir* du 8 mars 2005 : «Le président bolivien démissionne. Les pressions sociales auront eu raison de Carlos Mesa». Ça, ce sont des gens moins colonisés qu'ici et plus souverainistes que les péquistes et les bloquistes, comme le laisse voir aussi le titre de ces deux autres articles :

- «Une population qui ne veut plus faire de cadeaux. Pour les Boliviens, le projet d'exportation de gaz est devenu le symbole de lutte contre une situation d'exploitation qui n'a pas cessé de s'accroître». *Le Devoir*, 17 octobre 2003;
- «La Paz immobilisée. Des milliers de paysans et mineurs boliviens réclament la nationalisation des hydrocarbures». *Le Devoir*, 24 mai 2005.

Face à une situation d'exploitation et de colonisation plus grande ici, les Canadiens et les Québécois auraient grand intérêt à prendre exemple sur les Boliviens qui, à 92%, s'étaient prononcé pour la nationalisation de leurs hydrocarbures. Mais, ça prend une bonne dose de courage! Puis, les Boliviens ont passé aux actes en élisant au mois de décembre 2005 un gouvernement socialiste qui a promis de nationaliser son secteur des hydrocarbures, rien de moins, comme le mentionne l'article du *Devoir* du 19 décembre 2005 : «Un premier président indien en Bolivie. Le socialiste Evo Morales a obtenu plus de 54% des voix». Il est signalé au premier paragraphe de l'article que : «Evo Morales a remporté hier une victoire historique d'une ampleur inattendue en récoltant plus de 51% des voix au premier tour de l'élection présidentielle bolivienne». Le nouveau président a dit : «Nous allons vivre ensemble, changer le modèle néolibéral et le système colonial». Bien dit monsieur le président. Malheureusement, ici au Québec et au Canada, juste mentionner le mot «socialiste» fait peur au monde. Faut se déniaiser au plus crisse avant qu'il ne soit trop tard. Passant rapidement des paroles aux actes, le nouveau président socialiste de la Bolivie a, le 1^{er} mai 2006, nationalisé toute son industrie du pétrole et du gaz naturel au sein de la société d'État Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos (YPFB), comme le signale le titre de l'article du *Devoir* du 2 mai 2006 : «La Bolivie prend le contrôle de ses hydrocarbures. Les gisements gaziers et pétroliers du pays passeront aux mains de la compagnie publique nationale YPFB». Bien fait monsieur le président!

Pendant ce temps en Uruguay et en Équateur

«Uruguay : montée de la gauche», tel fut le titre de l'excellent article de Gilles Paquin paru dans *La Presse* du 9 décembre 2003 et qui signale : «Comme le proposaient les partis de gauche, les Uruguayens ont rejeté la privatisation de leur société pétrolière nationale lors d'un référendum, dont les résultats sont perçus comme un avant-goût de la campagne électorale de 2004». Effectivement, en 2004, les Uruguayens ont élu pour la première fois de leur histoire un gouvernement socialiste, comme en Argentine, au Venezuela, en Bolivie et au Brésil. Si les sondages se concrétisent, les prochains pays d'Amérique latine à virer au socialiste seront le Pérou et le Nicaragua. L'ex-ministre conservateur péquiste, le très lucide Joseph Facal, a dû «freaker» à l'élection d'un gouvernement socialiste dans son pays d'origine. Au moins là-bas, l'ancien gouvernement de droite a eu la décence de tenir un référendum alors qu'ici, au Canada, on a privatisé sans même l'ombre d'un débat public et encore moins un référendum, notre industrie pétrolière et gazière, Canadien National, Air Canada, Petro-Canada, Téléglobe, Télésat, Canadair, les Arsenaux Canadiens, les aéroports et les ports, etc. Aujourd'hui, plusieurs de ces anciennes sociétés d'État appartiennent majoritairement à des Américains. On a fait de même avec le traité de l'Aléna avec, cette fois, des gros mensonges en plus afin de tromper et d'aliéner la population.

«Equateur : pétrole bloqué», tel fut le titre de l'article paru dans *La Presse* du 19 août 2005. Là aussi en Équateur les gens ont bloqué les exportations d'hydrocarbure et exigent la nationalisation. Enfin, dans un article du 8 août 2004 intitulé : «La Colombie refuse de privatiser les télécommunications», on signale au premier paragraphe : «Malgré l'insistance des États-Unis, la Colombie a encore écarté la privatisation de l'entreprise des télécommunications Telecom, a

annoncé la ministre Maria Pinto». Un autre service public qu'il faudrait nationaliser ici au lieu d'enrichir les dirigeants et les actionnaires de Bell et ceux des Américains Telus, Sprint et cie.

Vous allez voir dans mes prochains articles qu'il y a plein d'exemples autour du globe concernant la nationalisation du pétrole, qui vont vous démontrer que je ne sors pas cette idée de mon chapeau !